LE CANADA

Journal Quotidien du soir

LA VALLEE DE L'OTTAWA

Journal Hebdomadaire à 16 pages

BUREAU : 414 et 416 Rue Sussex OTTAWA, ONT.

VENDREDI 28 MARS 1890

PHOTOS DU JOUR

Le ministre des Finances a soumis à la chambre, hier, des estimations supplémentaires évaluées au chiffre de \$2,052,290.

Le Sénat approuve les résolutions proposées par le ministre des Finances en ce qui concerne les dépenses.

L'hon. M. Mowat premier ministre d'Ontario a porté la parole hier sur la question de l'enseignement de la langue française et des écoles séparées.

L'exposé budgétaire fait à la chambre des Communes hier, par le ministre des finances ne renferme rien d'extraordinaire si ce n'est les nombreux changements au tarif douanier.

M. Foster semblait parfaitement posséder son sujet dans les détails et ses explications des raisons qui ont motivé ces changements ont paru satisfaire la chambre.

Sir Richard Cartwright n'a pas été hier, à la hauteur de sa réputation comme critique financier. Il pouvait difficilement, il est vrai, songer au projet de réciprocité illimitée avec la certitude bien établie maintenant que les États-Unis n'en veulent pas.

Sa sortie contre la politique nationale n'a pas été gâtée même par ses propres amis. L'étude du grand financier de l'opposition semble flétrie.

L'hon. M. Colby a ajouté un autre maître discours à son avoir. Sa réponse à Sir Richard est étonnante par l'opposition.

Le président du Conseil a prononcé l'avis de la chambre d'adoption de la politique financière de l'hon. M. Laurier serait la ruine certaine de la classe agricole du Canada.

La comparaison de la position des agriculteurs du Canada avec celle des agriculteurs des États-Unis a été fort heureuse. M. Colby s'est montré maître en matière financière, réputation qu'il a déjà acquise par plusieurs grands discours qui ont retenti.

L'opinion dans l'affaire du "Table Rock" est terminée à Québec, jeudi matin. Le comité a travaillé pendant une grande partie de l'après-midi à la préparation du rapport.

La séance de la Chambre a été suspendue jusqu'à ce soir pour permettre au comité de terminer son travail. Après une heure de délibération le comité s'est séparé et est allé souper à la chambre.

Le parti antiercier a fait un rapport dans lequel il met M. Murphy blanc comme neige, mais sans appuyer sur les témoignages qui ont été rapportés devant le comité. Le second discours est préparé par la minorité et est basé sur les dépositions.

Non content de nous donner un exposé de la discussion qui a lieu présentement à Toronto sur la question des écoles qui touche de si près nos convictions religieuses et nos intérêts, nous donnons aujourd'hui un résumé du magistral discours prononcé par l'hon. M. Fraser chef du parti catholique dans le cabinet. Mowat.

La position prise jusqu'à présent, par le gouvernement Mowat est digne de tout éloges. MM. Ross et Fraser ont prononcé des discours qui certainement dénotent une largeur de vue qui leur fait honneur.

La compagnie qui se propose de construire le chemin de fer de Winnipeg and Hudson's Bay fait de grands efforts pour obtenir l'acte nécessaire afin d'assurer le succès de son entreprise. L'opinion publique semble favorable à la completion de cette route, mais il ne faut pas perdre de vue les énormes sacrifices qui ont été faits par les vieilles provinces du Dominion pour doter le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest de la grande ligne trans continentale, le Pacifique. Après tout nous croyons que ces nouvelles provinces devaient quelque peu exigerantes. Il faudrait leur laisser des chemins de fer dans toutes les directions, dépenser des sommes fabuleuses pour diriger chez elles l'immigration d'agriculteurs, et maintenant elles veulent priver Ontario et Québec des seuls avantages qui les ont fait consentir à faire les sacrifices exorbitants que leur imposait la construction du chemin du Pacifique. Manitoba veut construire des chemins de fer aux dépens des vieilles provinces, mais son gouvernement a donné dernièrement la preuve qu'il était très peu disposé à respecter les conditions arrêtées lors de son admission dans la confédération. Il faut qu'il ait bonne foi des deux côtés.

Nous extrayons du discours prononcé hier par M. Foster le tableau suivant des recettes et dépenses du pays pour les trois exercices 1889, 1890 et 1891.

1888-89. Pour cet exercice les revenus et dépenses ont été comme suit :

Table with 2 columns: Revenus, Dépenses. Values: \$38,782,877; \$36,917,834.

Surplus... 1,865,043

1889-90. Pour cet exercice, l'état connu jusqu'au 20 mars permet de fixer les chiffres suivants :

Table with 2 columns: Revenus, Dépenses. Values: \$39,200,000; \$36,500,000.

Surplus... 2,700,000

1890-91. Pour cet exercice, M. Foster fait les estimations suivantes :

Table with 2 columns: Revenus, Dépenses. Values: \$39,200,000; \$36,700,000.

Surplus... 2,500,000

Voici les détails de l'estimation des recettes pour 1890-1891.

Table with 2 columns: Douanes, Actes, Divers. Values: \$23,500,000; 7,000,000; 8,700,000.

A QUESTION DES ECOLES

Attaques contre les catholiques

Revue de l'actualité par M. Fraser

(Suite du débat)

M. Fraser commence son discours en disant que M. Meredith venait de tirer le premier coup de canon de la croisade entreprise pour l'abolition des écoles séparées dans la province d'Ontario, et il est temps de faire face à l'ennemi.

M. Meredith a tort de croire que s'il réussit à abolir les écoles séparées il forcerait les enfants catholiques à aller aux écoles publiques. Rien dans la loi ne les y oblige et aucune loi ne pourrait les y forcer.

Tout ce que la loi des écoles publiques permettrait de faire serait de prendre l'argent des contribuables catholiques. Il n'y a que deux clauses (99 et 210) qui imposent aux parents l'obligation d'envoyer leurs enfants à l'école publique. "Si ces enfants ne vont pas déjà à une autre école."

Or si la législature permettait de "voter" les écoles séparées aux catholiques, ceux-ci feraient comme leurs coreligionnaires de l'état de New-York, ils établiraient des écoles volontaires.

Mais pourquoi cette persécution contre les écoles séparées ? Les protestants eux-mêmes profitent de cette loi, et il y a actuellement neuf écoles protestantes séparées établies dans la province, ce qui permet aux commissaires de ces écoles de choisir à leur gré des instituteurs qui ne sont pas tenus d'avoir les mêmes diplômes que les instituteurs des écoles publiques.

Il n'est pas vrai que les catholiques jouissent de privilèges exceptionnels dans cette province, car les protestants jouissent des mêmes avantages. Et pourquoi les catholiques seraient-ils traités sur un pied d'infériorité ?

Sont ils inférieurs à leurs compatriotes protestants dans les différentes carrières de la vie, sur le banc, au barreau et dans la chambre ?

Parlant ensuite des écoles publiques, M. Fraser dit que malheureusement, dans les grands centres, — celles des campagnes sont encore exemptes de cette peste — l'athéisme et la libre pensée y sont en honneur. Ne vaudrait-il pas mieux plutôt que de chercher à abolir les écoles séparées ou l'on donne un enseignement religieux qui est si nécessaire aux enfants, l'athéisme au contraire l'éta blissement.

M. Fraser repousse l'accusation que le vote catholique a jusqu'à ce jour été uni en faveur d'un seul parti.

Plusieurs circonscriptions catholiques ont déjà élu des amis du chef de l'opposition, mais les recensements de ce dernier contre les catholiques et les écoles séparées justifient les électeurs catholiques de s'unir contre une telle tentative.

Il est faux et injuste de dire que l'électeur catholique est un esclave et les prêtres catholiques ne rempliraient pas leurs devoirs de prêtres s'ils ne s'opposaient pas à l'abolition des écoles séparées.

Mais il y a une autre raison pour laquelle les catholiques auraient raison de ne pas donner leur appui à l'honorable chef de l'opposition dans la prochaine lutte électorale.

Qu'arriverait-il si M. Meredith réussissait à prendre les rênes du pouvoir ?

Qui appellerait-il dans son cabinet ?

L'honorable député d'Owen Sound, l'honorable député de Grenville, l'honorable député de Toronto, l'honorable député de Muskoka.

Tout le grand logo orangiste serait fait en séance dans le cabinet. Ce sont là des raisons suffisantes pour justifier leur confiance au chef de l'opposition.

Et le discours de London ne serait-il pas à lui seul une cause suffisante pour les catholiques de refuser leur appui à l'honorable chef de l'opposition. Le bill qu'il propose est la conséquence naturelle de ce discours.

Les deux ne font qu'un.

Dans ce discours M. Meredith a posé comme règle que si un parti religieux se formait, on devrait le regarder comme un ennemi commun qu'il faudrait combattre sans merci. M. Fraser déclare que si le parti de M. Meredith accepte cette proposition, il est alors du devoir de la minorité catholique, dont les droits et privilèges sont attaqués dans le discours de London, de s'unir contre le parti de M. Meredith, car cette minorité ne consentira jamais à être gouvernée par les loges orangistes.

Mais les catholiques sont amplement protégés par la constitution contre ces attaques, vu que l'abolition des écoles séparées serait ultra vires. L'acte des écoles séparées permet d'employer des instituteurs qui ont des diplômes de la Province de Québec, et les catholiques d'Ontario ne perdraient pas qu'on leur enlève aucun de leurs privilèges. Ils résisteront à tout changement proposé par M. Meredith et les loges orangistes. Temois d'angoisses et de craintes.

M. Fraser a terminé son discours en disant que tant qu'il aurait voix dans un cabinet il ne permettrait pas que l'on change le système des écoles séparées tel qu'il est, garanti par la constitution. Les catholiques font de cette question un cas de conscience, et si la constitution permet aux catholiques de libre exercice de leur religion, cet exercice s'étend jusqu'aux écoles.

DEPECHE DU SOIR

(Service Spécial)

Censuré

London, 28 mars.—Les torques de Birmingham ont censuré Lord Randolph Churchill.

Nominations diplomatiques

Berlin, 28 mars.—Le baron Rosenstein a été choisi pour succéder au comte Herbert Bismarck.

Conférence ouverte

Berlin, 28 mars.—La conférence ouvrière a tenu hier sa dernière assemblée régulière; demain auront lieu les formalités de clôture.

Vote sur les écoles séparées

Toronto, 28 mars.—Le vote sur le bill Meredith concernant les écoles séparées a été pris ce matin à Toronto. Le bill a été renversé par un vote de 33 pour, 54 contre. Majorité pour le gouvernement 21.

Refus des défectives

Berlin, 28 mars.—Contrairement à l'habitude du prince de Bismarck le chancelier Von Caprivi a refusé les secours des défectives pour sa protection personnelle. Cette résolution de la part du nouveau ministre est considérée comme très imprudente.

Explosion

Chicago, 28 mars.—Une explosion a eu lieu hier dans une grande manufacture de sucre. Le feu s'est immédiatement communiqué dans toutes les parties de cette immense bâtisse. D'après les derniers rapports trois personnes ont été tuées et dix-huit blessées très grièvement.

Les conservateurs à Kingston

Kingston, 28 mars.—Les conservateurs de Kingston ont tenu une grande convention afin d'organiser leur association politique. L'honorable M. Kirkpatrick a porté la parole. Des votes de confiance en Sir John A. Macdonald et M. Meredith ont été passés unanimement et l'assemblée procéda ensuite à l'élection des officiers de l'association conservatrice. Une proposition de confiance en M. Metcalf député provincial fut adoptée avec enthousiasme. On croit que cette élection est assurée.

Le congé des députés

Berlin, 28 mars.—Le Reichs-Zeitung contient la correspondance échangée entre le Pape et l'Empereur Guillaume relativement à un congrès du travail. L'Empereur dans sa première lettre annonce à sa Sainteté la nomination de Mgr. Kopp comme délégué de l'Empereur à Rome et grandement satisfait de la cour de Rome dont Mgr. Kopp est un des plus puissants appuis en Allemagne. Le pape dans sa lettre en réponse, félicite l'Empereur du courage qu'il déploie en commençant l'étude pratique d'une grande question sociale, laquelle démarche sa Sainteté approuve entièrement d'autant plus que les accusations lancées contre elle ne peuvent être traitées avec avantage sans le concours de la légie.

Le bill et le commerce Français de Mexico

Paris, 28 mars.—Le haut commerce de France représente par le bureau de commerce de Paris récemment créé, l'acte de la convention douanière des États-Unis. Le bill McKinlay a été considéré comme étant proposé dans le but de protéger certaines industries américaines, mais la loi dans le but de protéger l'importation de marchandises étrangères de droits exorbitants. M. Ribot a offert beaucoup d'encouragement à la députation qui l'a dernièrement entretenu en ce sens qu'il doit intervenir. Les Américains pourraient peut-être s'apercevoir moins tard qu'ils ont été trop loin.

Le Table Rock

Québec, 28 mars.—M. Pelletier présente le rapport des privilèges et élections sur les accusations portées par M. Leblanc. "Que M. Owen Murphy a abusé de sa position et de son influence comme membre de cette chambre, de concert avec l'honorable M. Arthur Tarteau, pour acquiescer au nom de George Rowe, pour une somme de \$3,000 une propriété appartenant à la couronne, d'une plus grande valeur."

Que M. Murphy a déclaré qu'il a été obligé de payer \$3,000 à un membre du cabinet comme indemnité, afin d'obtenir le titre de la propriété en question.

Le rapport se termine comme suit: "Votre comité a déclaré qu'il a été heurté d'avoir l'occasion d'entendre qu'il a été heurté de l'affaire et il a pu juger de la valeur du témoignage de Gougeon. Il est de notre devoir, croyons-nous, de déclarer que nous n'avons nullement foi dans le témoignage de Gougeon. Ce témoignage d'ailleurs ne justifie pas l'accusation et de plus il est contraire à tout point de vue."

En fin de compte votre comité est d'opinion que l'accusation portée contre M. Murphy n'a pas été prouvée malgré tous les efforts qui ont été faits à l'enquête.

Sur le refus de M. Leblanc de retirer son accusation, les ministres tirent un caveat et déclarent d'expulser le député de Laval de la chambre. L'opposition souleva un point d'ordre et la question est remise à aujourd'hui.

Foyer de corruption

New York, 28 mars.—La consternation régnait plus que jamais parmi les politiciens faisant partie de la Tammany Society. Le grand jury a examiné, en effet, une nouvelle sensation, en remettant au juge Fitzgerald un rapport détaillé sur les abus incroyables qui se commettaient depuis des années dans l'administration du sheriff.

Le rapport du grand jury confirme entièrement les révélations faites par le Herald et celles de tous les autres abus qui ont été dénoncés depuis. Il nous montre clairement que le sheriff et ses députés s'entendaient comme des larrons en fuite pour malheureux qui étaient obligés d'avoir recours aux tribunaux pour obtenir justice, ou qui étaient emprisonnés, non pas pour crimes, mais comme simples défendeurs dans quelque action civile. Le sheriff naturellement avait la part du lion, et pour que des individus puissent pas l'inquiéter, on ne leur permettait pas de livrer. Ainsi, on n'est pas capable, mais on n'a pas depuis des années de registre des actes de procédure accomplis par le sheriff, ni des frais de justice qu'il a perçus légalement ou illégalement. Quoique personne ne soit nommé dans le rapport, l'administration de M. Grant, le maire actuel, pendant les trois années qu'il a rempli les fonctions de sheriff, y est sévèrement critiquée. "Pendant les trois années qui ont précédé le 1er janvier 1889, dit le rapport, une seule association d'enchanteurs, exerçant les ventes au nom du sheriff a réalisé une somme de \$1,375,965.77. Sur cette somme, le sheriff et ses enchanteurs se sont partagé \$43,967.99 pour leurs déboursés." Le rapport rappelle ensuite la corruption choquée qui régnait dans l'administration de la prison du comté dans Ludlow street, dont le directeur n'est que le délégué du sheriff. "L'administration du sheriff, dit le grand jury en se résumant, est actuellement et depuis fort longtemps un foyer d'infection et de corruption."

CHEAPSIDE

REOUVERTURE

Samedi, le 29 mars, 1890

M. M. L. H. Nolin & Cie

ont achete le stock de l'ancienne Maison DUPUIS & NOLIN et reprendront les affaires au meme poste samedi le 29 courant.

Marchandises nombreuses et fraîches!

Articles de printemps de toutes sortes et des plus nouveaux

SERVICE IRREPROCHABLE

1890 - PRINTEMPS - 1890

THE BROADWAY

Le soussigné désire remercier ses nombreux amis, ses patrons et le public en général pour l'encouragement qui lui a été donné dans le passé. Il sollicite respectueusement la continuation de ce patronage et désire faire savoir qu'il a reçu un assentiment complet d'étoiles de journements par dessus, habillements et pantalons. Cet assentiment est certainement le plus considérable qu'il y a dans la ville et le soussigné sollicite une visite. Les patrons, les couleurs et les dessins sont des plus nouveaux. Coupe garantie et ajustement sans réplique assuré à tous ceux qui donneront leur commande chez

W. H. MARTIN

MARCHAND-TAILLEUR

133 RUE SPARKS 133

OTTAWA

et non vaine garantie.

COMPAGNIE

Manufacturière Métropolitaine

A l'avenue du No. 220 Rue Sparks

AU NO. 557 RUE SUEX

QUELQUES POINTS PLUS BAS QUE LA RUE RIDEAU.

Où elle se fera un plaisir de recevoir ses anciennes pratiques, et elle est préparée à vendre tout ce qui est nécessaire dans une maison, tel que

Meubles, Tapis, Prelarts, Rideaux, Rideaux, Draperies en soie et en Chenille, Tapis de Tables, Lampes Suspensives et à Piedestal, Bibles et Albums, Miroirs, Images, Vaisselle d'Argent, Rugs, Lits, Carrosses d'Enfant, etc., etc.

Venez nous voir et amenez vos amis avec vous.

M. LE DR. MCLAREN,

Medecin Homopathe

51 RUE ALBERT OTTAWA

Guérit le rhumatisme et autres maladies chroniques.

Ottawa Canning Company

Toutes les personnes intéressées dans la fabrication des conserves de tomates et autres fruits et désirant se joindre à une compagnie, organisée dernièrement à Ottawa avec M. E. G. Laverdure comme président, sont priées de se rendre, ce soir, vers neuf heures, à l'Hotel de Sam Fox, rue York, pour en discuter.

Ottawa, 28 Mars 1890.

Par ordre du comité.

MANQUE DE FORCES

ANEMIE-CHLOROSE

LE FER BRAVAIS

Expérimenté par les plus grands médecins de l'étranger, sans aucun danger, dans l'économie sans occasionner de troubles. Il renforce et régénère le sang et lui donne la vigueur nécessaire.

Le Fer de l'Industrie et de l'Exportation. Dépôt unique au Canada. Le seul agent en France. Le seul agent en France. Le seul agent en France.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente. Grand dépôt de vente.

CHEAPSIDE

REOUVERTURE

Samedi, le 29 mars, 1890

M. M. L. H. Nolin & Cie

ont achete le stock de l'ancienne Maison DUPUIS & NOLIN et reprendront les affaires au meme poste samedi le 29 courant.

Marchandises nombreuses et fraîches!

Articles de printemps de toutes sortes et des plus nouveaux

SERVICE IRREPROCHABLE

1890 - PRINTEMPS - 1890

THE BROADWAY

Le soussigné désire remercier ses nombreux amis, ses patrons et le public en général pour l'encouragement qui lui a été donné dans le passé. Il sollicite respectueusement la continuation de ce patronage et désire faire savoir qu'il a reçu un assentiment complet d'étoiles de journements par dessus, habillements et pantalons. Cet assentiment est certainement le plus considérable qu'il y a dans la ville et le soussigné sollicite une visite. Les patrons, les couleurs et les dessins sont des plus nouveaux. Coupe garantie et ajustement sans réplique assuré à tous ceux qui donneront leur commande chez

W. H. MARTIN

MARCHAND-TAILLEUR

133 RUE SPARKS 133

OTTAWA

et non vaine garantie.

COMPAGNIE

Manufacturière Métropolitaine